



ENSEMBLE POUR

- ♦ Des budgets répondant aux besoins des usagers et des salariés !
- ♦ Des emplois qualifiés et bien rémunérés !
- ♦ Un grand service PUBLIC de santé et d'action sociale
- ♦ Une protection sociale et solidaire

**Quinzaine d'actions
du 19 novembre
au 4 décembre
dans la Santé et l'Action Sociale**

Face aux pressions
gouvernementales et
patronales, *les salariés,*
par leur mobilisation,
**doivent relever
le défi !**

Alors que des millions de salariés paient les dégâts de la crise sur leurs salaires et leurs emplois,

Alors que les inégalités ne cessent de s'accroître.

Alors que les dividendes versés aux actionnaires et les revenus financiers des grands groupes battent des records, les patrons du CAC 40 se liguent pour exiger du gouvernement un transfert massif des cotisations sociales sur les ménages (hausse de la TVA, augmentation de la CSG) et de nouvelles coupes dans les dépenses publiques.

Le rapport « Gallois » remis début novembre a permis l'octroi d'un crédit d'impôts à hauteur de 20 milliards d'€ dont bénéficieront les entreprises qui distribuent des dividendes : **c'est inacceptable !**

**Avec ces nouvelles
mesures du
gouvernement, les
salariés vont passer
deux fois à la caisse :**

↳ **par l'augmentation de la TVA,** impôt injuste s'il en est. Dans les recettes du budget de l'Etat 2012 (270 milliards au total), la TVA représente déjà 136,7 milliards, soit plus de 50%.

↳ **par la réduction de 10 milliards supplémentaires de dépenses publiques** qui va encore dégrader la situation des hôpitaux, de l'Education des collectivités...

Les collectivités locales verront leur dotation réduite d'année en année, de 750 millions en 2014 et de 1,5 milliards en 2015. Ce sont les populations qui en subiront les répercussions, notamment les personnes âgées, les personnes handicapées, les personnes en difficultés sociales (enfance/famille). Le 15 novembre sera rendu public de nouvelles mesures à prendre pour la « compétitivité » des entreprises, qui ne présagent rien de bon pour les salariés.

Le budget de la Sécurité Sociale, adopté en première lecture à l'Assemblée Nationale, s'inscrit dans la continuité de la politique de régression et de privatisation. Cette conquête des salariés, instaurée au sortir de la 2^{ème} guerre mondiale par le Conseil National de la Résistance, visait à instaurer une couverture santé universelle. Elle est aujourd'hui en grave danger.

Le déficit annoncé pour 2012 de la Sécurité Sociale est de 17,4 milliards. Il est à mettre en regard des 70 milliards annuels d'exonérations de cotisations des entreprises. Et il faut ajouter que les placements financiers des banques et entreprises qui spéculent ne paient pas de cotisations sociales. Le gouvernement refuse de les taxer.

Les restrictions des budgets hospitaliers sont confirmées. Des milliers d'emplois seront encore supprimés et des hôpitaux vont être fermés avec toutes les graves conséquences pour les malades et pour le personnel surchargé de travail.

Par ailleurs, le gouvernement prépare sur la base d'un rapport demandé au « Haut Conseil du financement de la protection sociale », une réforme de la protection sociale – Sécurité Sociale, retraites et retraites complémentaires, prestations familiales, assurance-chômage- pour début 2013.

Objectif confirmé du gouvernement : baisser le coût du travail, pour assurer la « compétitivité ».

Le gouvernement poursuit la casse du système solidaire de la Sécurité Sociale, l'objectif est sa privatisation. Il est vital de contrecarrer ces menaces, de préserver par la lutte, le droit à la protection sociale pour tous.

Au contraire, il faut, pour financer l'ensemble de la protection sociale, une augmentation des ressources notamment par la mise à contribution des revenus financiers et par une réforme de la cotisation « employeurs » afin de pénaliser les suppressions d'emplois.

Pour sortir de la crise, aucun des problèmes économiques (financement des retraites et de la protection sociale, rééquilibrage de notre commerce extérieur, financement de l'État et des collectivités territoriales, pouvoir d'achat...) ne peuvent être résolues sans de vigoureuses politiques de développement industriel, de l'emploi, de revalorisation salariale et des pensions de retraites, de lutte contre la précarité.



**Mobilisons-nous
massivement
partout
en France,
pour dire**

**NON
aux politiques
d'austérité
OUI
au progrès social**

POUR un financement des établissements et services de Santé et d'Action Sociale répondant aux besoins des usagers et des salariés

Comment répondre aux attentes des salariés avec un ONDAM* hospitalier à 2,6% alors que la simple reconduction de l'activité nécessiterait 3,2 % d'augmentation ? L'ONDAM 2013 proposé représente 15 000 à 20 000 suppressions d'emplois. Cette enveloppe budgétaire, déjà insuffisante, va, par ailleurs être grevée d'une augmentation du taux de cotisation à la CNRACL de 500 millions d'€ alors que les problèmes de trésorerie de la caisse pourraient être résolus par la titularisation immédiate de tous les contractuels de la Fonction Publique Hospitalière.

Dans le secteur médicosocial et social, l'asphyxie budgétaire est la même, les tutelles (assurance maladie, Etat, départements) ont du mal à financer les demandes de prise en charge dont ils ont la responsabilité ; les moyens alloués pour la protection de l'enfance, le handicap et le secteur des personnes âgées ne sont pas à la hauteur des besoins, avec un reste à charge pour les familles qui devient insupportable.

La Fédération CGT de la Santé et de l'Action Sociale exige en urgence que soit redéfinie la politique de financement des établissements. Comment tolérer le recours à l'emprunt auprès de banques commerciales qui entraînent les établissements dans une spirale infernale d'endettement ? De nombreux hôpitaux ont contracté des emprunts toxiques, ils sacrifient l'emploi et l'offre de soins publics pour tenter de retrouver un équilibre budgétaire.

Propositions CGT

La CGT demande la mise en place d'un organisme public de financement des établissements, permettant de recourir à des emprunts bonifiés sur la base du taux de la BCE qui est actuellement à 0,75%.

ONDAM : Objectif national des dépenses d'assurance maladie.
BCE : Banque centrale européenne.

POUR une vraie politique de l'emploi et des salaires dans la Santé et l'Action Sociale

Nous revendiquons des mesures immédiates, et nous exigeons, dans un premier temps, **l'exonération de la taxe sur les salaires dans la Fonction Publique Hospitalière**. Cette taxe est injuste et incompréhensible, elle organise le transfert des cotisations sociales des hôpitaux publics vers le budget de l'Etat, alors que dans le même temps les entreprises privées bénéficient d'exonérations de cotisations patronales.

L'exonération de la taxe sur les salaires donnerait un souffle à l'hôpital public de 2,5 milliards d'€ soit l'équivalent de 50 000 emplois ou 6 % des dépenses en personnel. Cela permettrait de remettre à flot les établissements, de créer de l'emploi, de réduire les charges d'emprunt par recapitalisation. La Fédération Hospitalière de France estime qu'il suffirait d'1,5 milliards d'€ de financement supplémentaire pour assainir la situation des hôpitaux.

Propositions CGT

- ◆ l'exonération de la taxe sur les salaires permettant de gagner 6% sur les dépenses de personnel et de (re)créer 50 000 emplois,
- ◆ Un Plan Urgence Emploi Formation,
- ◆ Revalorisations salariales en portant le salaire minimum à 1700 € net.



Mobilisons-nous

POUR Un grand service public de santé et d'action sociale constitutif de la protection sociale solidaire

Un service public de la Santé et de l'Action Sociale s'appuyant sur la réponse aux besoins des populations, sur les valeurs et principes d'égalité, de **proximité**, de **qualité du service rendu** et de **démocratie** et répondant aux 3 critères suivants :

solidarité sociale, efficacité économique, outil de citoyenneté



Propositions CGT

- ◆ Reconquête et construction d'un grand service public de Santé et d'Acton Sociale,
- ◆ Développement de la Protection Sociale Solidaire pour garantir un Service Public de Santé et d'Action Sociale accessible à tous et garantissant l'autonomie à tous les âges de la vie,
- ◆ Arrêt des restructurations en cours et renforcement de l'existant notamment dans le cadre des missions de Service Public qui doivent rester exclusivement assurées au sein de l'Hôpital Public,
- ◆ Réouverture des services fermés sur des critères purement financiers bien qu'utiles pour assurer la couverture sanitaire, sociale et médico-sociale des populations,
- ◆ Financement de l'Hôpital Public assurant la permanence des soins,
- ◆ Meilleure répartition de l'offre de médecine de ville (médecine générale et spécialités au tarif conventionnel du secteur 1),
- ◆ Création de centres de santé renforcés assurant une offre pluridisciplinaire, des missions de prévention et d'accompagnement social, mais aussi participant à la permanence des soins ambulatoires par un accueil aux horaires élargis en soirée, le week-end et les jours fériés.

LE 4 DECEMBRE 2012

PAR LA MANIFESTATION ET LA MOBILISATION MASSIVE



Bulletin de contact et de syndicalisation

Je souhaite prendre contact

me syndiquer

NOM : PRENOM :
.....

Adresse :

Code Postal :

Tél. : Fax :

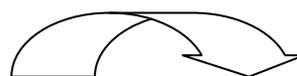
Email :

Etablissement :

Secteur d'activité :

Localité :

A renvoyer à la CGT



Faisons-nous ENTENDRE,

donnons de la VOIX !



En savoir plus : www.sante.cgt.fr